



Fiche presse – Attaques contre les organisations issues de la société civile palestinienne : la répression par Israël de la défense des droits humains

Description

Par l'Agence Média Palestine, le 5 septembre 2022

Voici le texte envoyé par l'Agence Média Palestine à de nombreux médias le 29 août au sujet des récentes attaques israéliennes contre les organisations issues de la société civile palestinienne.

Nous nous attendons que les faits ci-dessous relatés n'aient pas fait l'objet d'un traitement médiatique satisfaisant, à de notables exceptions près (cf. les articles écrits par vos confrères de [Libération](#) et du [Monde](#)) et vous invitons à informer comme ils le méritent vos lecteurs ou auditeurs à ce sujet.

C'est en vertu de la loi antiterroriste de 2016 et de l'ordonnance militaire du 3 novembre 2021 que sept organisations de défense des droits humains issues de la société civile palestinienne ont été désignées comme terroristes et illégales, ce qui a fait l'objet d'une condamnation d'une partie de la communauté internationale, et d'une mise en garde de la part d'experts de l'ONU. Après le rejet du recours formé par une des organisations le 18 août, l'ordonnance a pris effet.

Le 18 août à trois heures du matin, les Forces d'Occupation Israéliennes sont donc entrées dans Ramallah et ont fait une descente dans les bureaux de sept organisations de la société civile palestinienne désignées : Al-Haq, Addameer, le Centre Bisan pour la Recherche et le Développement, Défense des Enfants International-Palestine, l'Union des Comités des Travailleurs Agricoles (UAWC) et l'Union des Comités de Femmes Palestiniennes (UPWC). Les FOI ont également fait une descente dans les bureaux des Comités des Travailleurs de la Santé. Les lieux ont été bouclés et mis à sac, et les biens des organisations confisqués. [Le 21 août, le service de sécurité intérieure d'Israël, le Shin Bet, a proféré des menaces et convoqué les chefs de deux des ONG pour interrogatoire.](#)

Malgré les éléments fournis par l'administration israélienne, l'Union Européenne, les Etats-Unis et d'autres pays ont déclaré [qu'aucun élément probant n'avait été fourni](#) permettant d'attribuer la qualification de terrorisme et que par conséquent ils continueraient leurs relations avec ces ONG et leur soutien financier. Seulement, sans sanctions effectives, ces actions risquent de ne pas avoir d'impact sur la crise violente d'un régime protégé par une impunité croissante.

La mise à sac d'installations et la fermeture forcée de ces organisations a également lieu dans un contexte de répression accrue de la résistance palestinienne. La destruction d'habitations palestiniennes est amplifiée à Jérusalem Est, le nombre de tués en Cisjordanie par des colons et ou l'armée a augmenté depuis janvier dernier et s'élève à soixante-douze, des civils sont arrêtés tous les jours et la détention administrative, qui permet de garder enfermer des individus sans charges ni procès, est de plus en plus pratiquée. Des prisonniers victimes de cette dure honte du mandat britannique sont en grève de la faim illimitée. De plus, les attaques à [Gaza, présentées également comme une attaque contre le terrorisme, ont causé la mort de 48 Palestiniens, dont 17 mineurs, et fait 320 blessés.](#)

Une répression contraire au droit international

La répression que subissent ces organisations de défense des droits humains a vivement été dénoncée par la société civile internationale comme étant contraire à la liberté d'expression et d'association. De plus, une telle incursion dépasse largement la compétence du commandement militaire israélien et s'oppose au droit humanitaire encadré notamment par la Quatrième Convention de Genève. Face à ces attaques, l'une des organisations ciblées, Al-Haq, [a appelé la communauté internationale](#), silencieuse à ce sujet comme la plupart des médias, à prendre des mesures concrètes, à la fois de court-terme pour annuler la qualification de "terroriste" qui pèse sur les organisations et de long-terme, consistant à prendre des sanctions effectives contre l'apartheid israélien et sa répression. [L'ONG a ainsi envoyé plus de 80 lettres à plusieurs Etats](#), notamment pour leur demander d'agir pour la [protection des dirigeants actuellement menacés](#). [L'ONG israélienne B'Tselem, la Campagne pour la libération des enfants palestiniens](#) ainsi que [plus de 150 organisations palestiniennes ont appelé la communauté internationale](#) à prendre position et à agir contre la politique répressive à l'encontre de ceux qui luttent à garantir qu'Israël soit tenu responsable des crimes de guerre et contre l'humanité qu'il commet. [Le président Borrel vient de faire une déclaration importante](#) à ce propos au nom de l'UE. Cependant, sans sanctions effectives, il est à craindre que ces actions demeurent sans impact sur la crise violente d'un régime protégé par une impunité croissante.

Alors que la violence coloniale israélienne atteint un pic, une telle impunité et une telle sous-médiatisation des atteintes à la liberté d'expression et d'association font craindre le pire pour les droits et les conditions de vie des Palestiniens, qui continuent à subir la répression israélienne.

Tags

1. Al-Haq
2. associations
3. ONG
4. répression

5. sept organisations
6. stand with the 6
7. stand with the six

date crÃ©e
2022/09/05